

Olympe de Gouges : « *La femme a le droit de monter à l'échafaud, elle doit avoir également celui de monter à la tribune* » Article X de la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, 1791

Suite à l'amendement de Fernand Grenier, représentant du PCF à l'Assemblée consultative provisoire, l'ordonnance portant organisation des pouvoirs à la Libération instaure le **droit de vote et d'éligibilité des Françaises**

Le suffrage dit universel n'est accordé qu'aux hommes

1789



1791



1848

1903



1944



Document 3 : Cinquième objectif du développement durable, ONU, 2015

Les femmes et la Révolution Française

Pendant cette période, un décret interdit notamment aux femmes toute réunion publique et les rassemblements à plus de cinq dans la rue.

Au nom de la cohérence du principe républicain d'égalité, des voix s'élèvent pour revendiquer l'égalité, en particulier politique, entre les sexes :

Condorcet

« *Il faudrait prouver que les droits naturels des femmes ne sont pas absolument les mêmes que ceux des hommes ou montrer qu'elles ne sont pas capables de les exercer, ce qui est insoutenable.* » Journal de la société, 1789

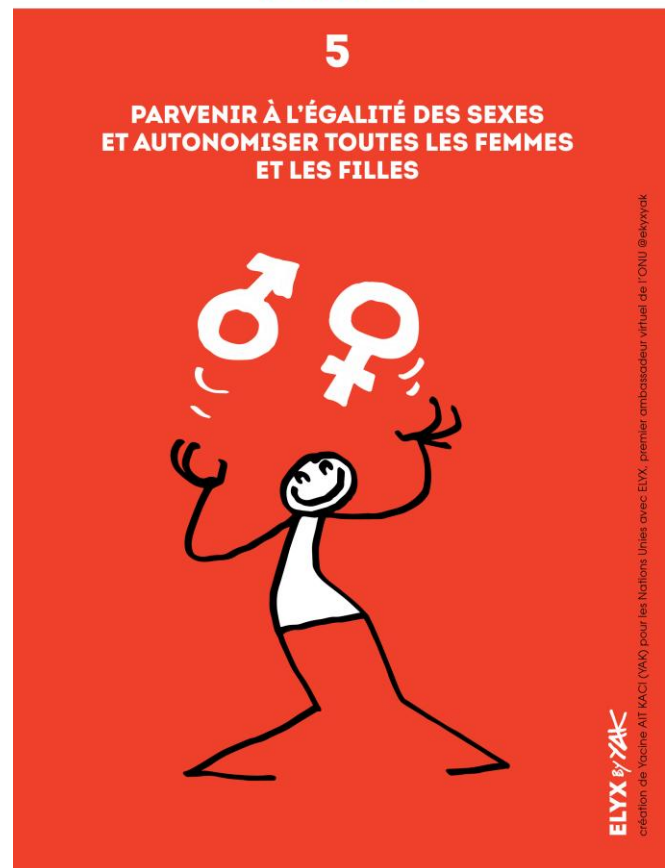
Le mouvement des suffragettes apparaît en Angleterre, et traverse la Manche en 1906. Louise Weiss et Hubertine Auclert sont des figures emblématiques des suffragettes françaises : « Réfléchissez Messieurs, et, au nom de la justice, au nom de la liberté, abdiquez votre royauté masculine, il est temps de proclamer l'égalité » H. Auclert, 1878

Document 2 : Préambule de la constitution* de 1946

Article 3 : La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux des hommes. »

*Ensemble de lois qui définissent les droits fondamentaux des citoyens et fixent le fonctionnement du pouvoir politique.

Document 3: cinquième objectif du Développement durable, ONU, 2015



Document 4 : Le tableau de bord de la place des femmes en politique

La parité entre les femmes et les hommes en politique progresse en France. Les femmes représentent 37 % des députés, 45 % des conseillers municipaux, 49 % des députés européens français, 49 % des conseillers régionaux et 51 % des conseillers départementaux.

En revanche, seuls 20 % des maires sont des femmes. Moins d'un tiers des présidents de région sont des femmes. Elles président deux conseils départementaux sur dix et occupent un peu plus d'un siège sur trois au Sénat (36,2 %). Pour la première fois néanmoins, l'Assemblée nationale élue en juin 2022 est présidée par une femme, mais l'hémicycle ne compte encore que 37 % de femmes.

Les hommes cèdent leur place aux femmes quand la loi les y oblige, en les limitant souvent aux postes les moins importants. Même dans les assemblées où les femmes sont présentes quasiment au même niveau que les hommes, on ne les retrouve pas à leur tête. Plus on s'élève dans la hiérarchie du pouvoir, moins elles sont présentes. La parité progresse lentement, au niveau local comme à l'Assemblée nationale ou au Sénat. Mais les dernières élections législatives et sénatoriales marquent un coup d'arrêt à la progression des femmes au sein des deux assemblées.

Site internet de l'Observatoire des inégalités, 25 septembre 2023.